© OCDE 2010

Chapitre 4

Basculement de la richesse et réduction de la pauvreté

Depuis 1990, le nombre de pauvres disposant de moins de 1 USD par jour pour vivre a diminué de près d'un demi-milliard. La forte croissance des pays convergents y a largement contribué, même si la pauvreté a aussi reculé dans plusieurs pays pauvres ou à la traîne. En fait, la plupart des avancées réalisées dans le domaine de la santé et de l'éducation ne résultent pas de la croissance. Selon son rythme et son profil, et en fonction du contexte national initial, cette croissance est plus ou moins de nature à se traduire par un développement social. Les changements technologiques et structurels sous-jacents au basculement de la richesse s'accompagnent souvent d'un creusement des inégalités à l'intérieur des pays. Cependant, même si de profondes inégalités peuvent limiter les effets de la lutte contre la pauvreté, de plus en plus de pays ont aujourd'hui les moyens nécessaires pour surmonter les problèmes de distribution des revenus et pour encourager le développement social.

Introduction

Le basculement de la richesse entraîne un changement radical dans la géographie de la croissance et, si cette tendance perdure, les écarts de revenu par habitant pourraient se répartir de manière totalement différente sur l'ensemble du globe. Les chapitres précédents ont montré que ce basculement de la richesse refaçonne l'économie mondiale, parfois de manière spectaculaire. Le présent chapitre s'intéresse à ses répercussions sociales dans le monde en développement et aux enseignements que l'on peut en tirer pour l'avenir.

Avec le relèvement du niveau de vie moyen dans les pays à revenu intermédiaire, de nouvelles préoccupations se font jour en ce qui concerne les inégalités et la pauvreté relative plutôt qu'absolue. À mesure qu'elles se développent, les économies peuvent se permettre d'investir davantage dans les biens collectifs, dans le développement social et renforcer les politiques redistributives ou en introduire. Pour faire naître le nouvel état d'esprit nécessaire à cette évolution, elles doivent mettre en œuvre une politique publique mesurée mais ferme. Certains pays sont malheureusement à la traîne dans ce domaine.

Ce chapitre examine tout d'abord la contribution de la croissance au recul de la pauvreté, contribution variable d'un pays à l'autre. Il analyse ensuite l'évolution des inégalités parmi les différents groupes de pays qui résultent du monde à quatre vitesses décrit au chapitre 1. Dans bien des cas, une croissance rapide s'est accompagnée d'un creusement des inégalités, ce qui rend plus difficile la lutte contre la pauvreté. Ce chapitre examine les efforts déployés pour que la croissance soit favorable aux pauvres puis affirme que, en termes relatifs, la pauvreté demeure un obstacle important, même dans les pays convergents qui ont réussi à réduire la pauvreté absolue. Des niveaux d'inégalité élevés risquent de saper encore plus la croissance et, *in fine*, de contrarier la pérennité du basculement de la richesse.

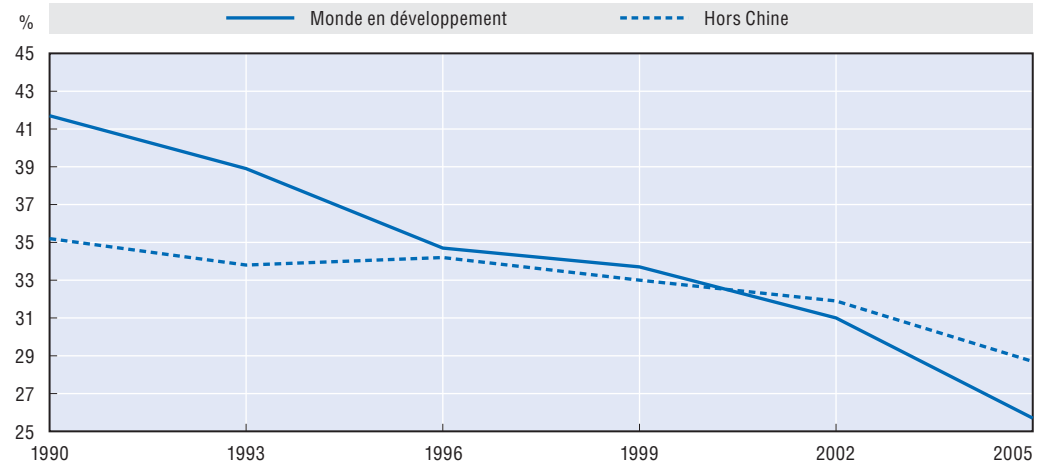
Net recul de la pauvreté monétaire absolue

Les performances économiques agrégées se sont améliorées significativement dans le monde en développement au cours des années 1990 et 2000 . Sur cette période, les taux de pauvreté moyens ont décru encore plus rapidement (graphique 4.1). La réussite de la Chine y a largement contribué.

En Chine, le taux de pauvreté atteignait 84 % en 1981, mais n'était plus que de 16 % en 2005[1]. Ailleurs, le tableau est plus contrasté. En Inde, où vit un sixième de la population mondiale, la pauvreté a constamment diminué, tombant de 60 à 42 % sur la même période (Ravallion, 2009). Il s'agit évidemment d'une amélioration notable, mais qui ne sera pas suffisante pour éradiquer la pauvreté en l'espace d'une vie humaine. Au cours des années 1990, le taux de réduction de la pauvreté n'a pas évolué spectaculairement dans le reste du monde en développement. Il s'est maintenu à un niveau qui ne permettra pas la réalisation du premier des OMD – la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015 (Chen et Ravallion, 2008). On observe toutefois des progrès depuis le début des années 2000.

Graphique 4.1. **Incidence de la pauvreté**

% de la population disposant pour vivre de moins de 1.25 USD en PPA par jour



Source : Chen et Ravallion (2008).

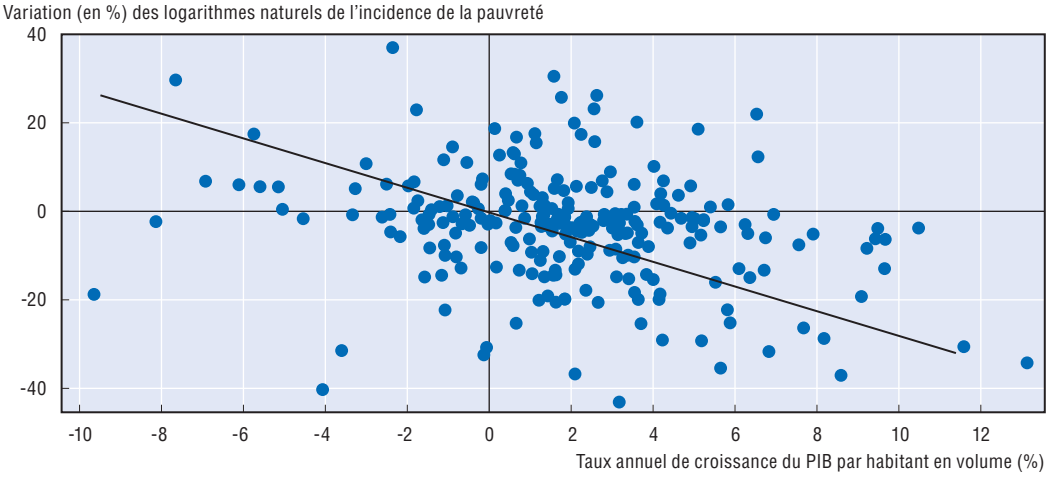
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932322860

L'impact de la croissance sur la pauvreté varie d'un pays à l'autre

Il est communément admis que la croissance du PIB joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté (Dollar et Kraay, 2002; Ravallion, 2001). Le graphique 4.2 illustre l'évolution de la pauvreté par rapport à la croissance par habitant dans les pays convergents, les pays à la traîne et les pays pauvres, sur toutes les périodes pourlesquelles

Graphique 4.2. **Pauvreté et croissance, une relation forte mais de nombreuses variations encore inexpliquées**

Variation (en %) des logarithmes naturels de l'incidence de la pauvreté



Note : Les données couvrent la période 1990-2007. Cette figure présente les taux de variation des logarithmes naturels de l'incidence de la pauvreté (mesurée à 1.25 USD en PPA par jour) et du PIB par habitant en volume pour tous les pays autres que ceux à revenu élevé. Les points correspondent à des observations périodiques pour les différents pays. La plupart des pays font l'objet d'observations multiples. La droite d'ajustement étant pondérée par la taille des intervalles sur les périodes observées, les pays reçoivent la même pondération pour une période identique.

Source : D'après Banque mondiale (2009b).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932322879

on dispose de données. Elle fait apparaître une forte corrélation entre la croissance et le rythme de diminution de la pauvreté : une hausse de 1 % du PIB par habitant en volume correspond, en moyenne, à une baisse de 1.1 % du taux de pauvreté absolue[2].

Malgré cette forte corrélation, le graphique 4.2 indique également que la croissance de la production par habitant n'explique que très partiellement les écarts de taux de réduction de la pauvreté entre les pays[3]. Même si, globalement, la croissance a débouché sur un net recul de la pauvreté, il subsiste des écarts considérables d'un pays à l'autre en ce qui concerne la sensibilité de la pauvreté à la croissance. Le chapitre 1 a rendu compte des différences dans le rythme de croissance des pays en développement depuis 1990. Les pays affichant une croissance plus soutenue sont-ils parvenus à réduire la pauvreté plus rapidement?

La sensibilité de la pauvreté à la croissance diffère d'un pays à l'autre

Le tableau 4.1 illustre les variations annualisées de la pauvreté et de la croissance du PIB par habitant en volume pour 24 pays en développement, ainsi que l'élasticité implicite de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance sur une période de dix ans[4]. En moyenne, une progression d'un point de pourcentage du taux de croissance à long terme se traduit par une hausse du taux de réduction de la pauvreté d'environ 0.7 point de pourcentage[5]. Dans l'ensemble cependant, même si les pays à forte croissance ont pu nettement réduire leur taux de pauvreté, ce ne sont pas eux qui ont affiché les meilleures performances.

Au sein du groupe des pays convergents, l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance ressort à –1.2 en Chine, alors qu'elle est inférieure à la moyenne de –0.7 en République dominicaine et au Cambodge. Pour l'Inde, elle n'atteint que –0.3. Globalement, les pays convergents affichent une élasticité faible et plusieurs pays dont la croissance est plus lente présentent une élasticité supérieure. C'est le cas en particulier du Costa Rica (–4.6) et du Brésil (–3.1). D'après Ferreira *et al.* (2010), le développement du système fédéral de protection sociale a constitué le plus important facteur de réduction de la pauvreté au Brésil de 1985 à 2004, période caractérisée par une croissance décevante.

La croissance ne permet pas à elle seule d'atteindre les autres objectifs de développement humain

Le développement social ne peut être mesuré uniquement par le revenu, ni analysé à travers le prisme étroit de la pauvreté monétaire. Les liens entre croissance et développement social sont encore plus complexes lorsque l'on prend en compte les formes non monétaires de la pauvreté. En effet, d'après certains indicateurs de la pauvreté non monétaire, tels que la mortalité infantile, les pays convergents n'ont pas été les plus performants.

La déclaration du Millénaire des Nations Unies, tout comme les travaux de recherche consacrés à la croissance pro-pauvres (voir par exemple OCDE, 2006; Besley et Cord, 2007), soulignent le caractère multidimensionnel de la pauvreté. Une croissance pro-pauvres dans les dimensions liées au revenu ne garantit pas que les pauvres bénéficieront de manière disproportionnée des améliorations des dimensions non monétaires. Il y a encore peu de temps, pour déterminer dans quelle mesure la croissance était pro-pauvres, on examinait uniquement son incidence sur le revenu (ou sur la consommation) en recourant aux techniques de mesure proposées par Ravallion et Chen (2003) ou aux élasticités moyennes (comme dans le tableau 4.1). Grosse *et al.* (2008) ont élargi cette méthode à la mesure de la pauvreté non monétaire en utilisant des

Tableau 4.1. **Réduction de la pauvreté et croissance dans un échantillon de pays (1995-2005)**

	Variation annuelle de la pauvreté	Variation annuelle du PIB en volume par habitant	Élasticité totale de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance (milieu des années 1990-milieu des années 2000)
	Incidence de la pauvreté (% par an)		
Pays convergents dans les années 1990 et 2000			
Chine	–9.2	7.9	–1.2
République dominicaine	–1.8	3.2	–0.6
Cambodge	–1.9	5.2	–0.4
Pays convergents dans les années 2000 (uniquement)			
Costa Rica	–12.2	2.6	–4.6
Équateur	–4.4	1.6	–2.8
Éthiopie*	–4.4	2.6	–1.7
Honduras	–2.2	1.7	–1.3
Ouganda*	–2.5	2.7	–0.9
Bangladesh*	–2.0	3.5	–0.6
Panama	–1.7	2.8	–0.6
Nigeria*	–0.8	1.8	–0.4
Inde*	–1.6	4.7	–0.3
Pérou	–0.5	1.9	–0.3
Mongolie*	1.7	3.3	0.5
Géorgie*	12.2	7.0	1.7
Colombie	3.2	1.2	2.7
Pays à la traîne			
Brésil	–3.0	1.0	–3.1
Salvador	–1.4	2.1	–0.7
Paraguay	–3.1	–0.9	3.5
Pays pauvres			
Sénégal	–4.8	1.6	–2.9
Mali	–4.3	2.8	–1.6
Népal	–2.7	1.7	–1.6
Zambie	0.4	0.6	0.7
Niger	–1.6	–0.2	7.9

Note : Les taux de croissance sont exprimés en variations annualisées entre le début et la fin de la période. Les données sont celles de l'année suivant le début (1995) et la fin (2005) de la période. Tous les pays à la traîne et les pays pauvres présentés dans le tableau sont restés dans ces groupes au cours de ces vingt années. Dans la catégorie des « pays convergents dans les années 2000 », l'astérisque signale que le pays faisait partie du groupe des pays pauvres dans les années 1990 – tous les autres faisant alors partie des pays à la traîne.
Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2009a et 2009b).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932323278

indicateurs relatifs à l'éducation, à la santé et à la nutrition. Les chiffres concernant la Bolivie les amènent à conclure que ce pays a appliqué une politique pro-pauvres entre 1989 et 1998 car, du fait de la croissance, à la fois les personnes souffrant de pauvreté monétaire et celles totalement démunies sur le plan éducatif, sanitaire et nutritionnel ont vu leur bien-être s'améliorer plus rapidement que la moyenne[6].

Bourguignon *et al.* (2008) constatent que les pays qui affichent les meilleurs taux de croissance sont souvent en mauvaise position pour atteindre les OMD. Selon ces auteurs, la corrélation entre la croissance et les OMD non liés au revenu est nulle. Les dimensions non monétaires du développement humain sont également essentielles pour la croissance à venir, en particulier pour le renforcement du capital humain[7].

En prenant l'exemple des taux de mortalité infantile, le tableau 4.2 montre que les résultats économiques ne suffisent pas à permettre la réalisation des autres objectifs de développement humain. À l'évidence, l'Afrique subsaharienne, qui compte de nombreux pays pauvres ou à la traîne, a affiché des performances relativement mauvaises. Cependant, la région la plus performante n'est pas l'Asie (dont la croissance était, et de loin, la plus forte), mais l'Amérique latine. Les excellents résultats obtenus en termes de développement humain et de réduction de la pauvreté s'expliquent manifestement par la mise en place et le déploiement efficient d'un ensemble approprié de politiques sociales.

Le tableau 4.3 illustre la variation, en valeur absolue, des taux de mortalité infantile et de l'espérance de vie (deux grands indicateurs du développement humain) en se fondant

Tableau 4.2. **Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, par région (pour 1 000 naissances vivantes)**

Région/groupe de pays	1990	2008	Variation sur la période (%)
Afrique subsaharienne	108	86	–20
Moyen-Orient et Afrique du Nord	57	33	–42
Asie du Sud	88	57	–35
Asie de l'Est et Pacifique	41	22	–46
Amérique latine et Caraïbes	42	19	–55
Europe centrale et orientale et CEI	42	20	–52
Pays industrialisés	*8*	*5*	*–38*
Pays en développement	*68*	*49*	*–28*
Pays moins avancés	*113*	*82*	*–27*
Monde	***62***	***45***	***–27***

Source : Unicef (2010).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932323297

Tableau 4.3. **Le développement humain dans un monde à quatre vitesses**

	Recul moyen du taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)		
	Années 1990	Années 2000	1990-2007
Pays riches	–3.1	–1.3	–4.7
Pays convergents	–10.1	–8.2	–18.2
Pays à la traîne	–9.1	–6.0	–17.6
Pays pauvres	–13.4	–11.9	–24.7
	Recul moyen du taux de mortalité infantile (enfants de 5 ans) (pour 1 000 naissances vivantes)		
	Années 1990	Années 2000	1990-2007
Pays riches	–3.9	–1.7	–6.2
Pays convergents	–15.4	–12.3	–27.0
Pays à la traîne	–12.3	–8.6	–25.6
Pays pauvres	–22.5	–21.1	–42.7
	Hausse moyenne de l'espérance de vie à la naissance (en nombre d'années)		
	Années 1990	Années 2000	1990-2007
Pays riches	2.3	1.8	4.0
Pays convergents	3.1	1.6	3.9
Pays à la traîne	1.6	1.1	2.5
Pays pauvres	1.2	2.4	3.9

Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2009b).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932323316

sur les catégories de pays qui constituent le monde à quatre vitesses. Les pays riches commencent avec des scores élevés, en valeur absolue. Il n'est donc pas étonnant qu'ils n'affichent pas les meilleures performances en termes de variation absolue. Constat plus inattendu, les pays pauvres font mieux que toutes les autres catégories en ce qui concerne la baisse des taux de mortalité infantile. Étant donné le net recul de l'espérance de vie que la pandémie de VIH/sida et les guerres civiles ont provoqué dans bon nombre de pays pauvres, les améliorations de l'espérance de vie méritent également d'être notées. De surcroît, parmi les pays convergents et ceux à la traîne, les progrès de ces deux indicateurs du développement humain ont en fait été plus rapides dans les années 1990, période de croissance plus lente que dans les années 2000, ce qui laisse à penser, là encore, que la croissance économique ne permet pas à elle seule le développement humain.

Inégalités, croissance et réduction de la pauvreté

La pauvreté réagit différemment à la croissance en fonction, notamment, de la distribution des revenus. Certains auteurs ont avancé que la croissance, en moyenne et entre les pays, a des effets neutres sur le plan de la distribution (Ravallion, 2001; Dollar et Kraay, 2002). Autrement dit, un pourcentage donné de hausse du revenu médian se traduit par le même pourcentage d'accroissement du revenu des riches et du revenu des pauvres. Néanmoins, cela signifie que les riches captent une bien plus grande part de la croissance absolue du revenu. Pour les pauvres, les bienfaits sont moindres et, plus la distribution du revenu est inégale, plus la réduction de la pauvreté sera faible (encadré 4.1).

Encadré 4.1. **Les inégalités peuvent limiter l'impact de la croissance sur la pauvreté**

Entre le milieu des années 1990 et 2005, le PIB par habitant du Mali et celui de l'Ouganda ont progressé à des taux comparables, avoisinant 2.75 %. Pourtant, sur la même période, le taux de pauvreté absolue est tombé de 86 à 51 % au Mali et de 64 à 52 % seulement en Ouganda, où il a donc décru moins rapidement.

Cette différence s'explique principalement par deux facteurs. Premièrement, au Mali, la croissance du PIB a engendré une expansion bien plus forte de la consommation des ménages : les dépenses par habitant y ont progressé au rythme de 6 %, soit près de deux fois plus qu'en Ouganda. Deuxièmement, les deux pays n'ont pas du tout réparti de la même façon les dividendes de la croissance. Alors que le coefficient de Gini a chuté de 0.53 à 0.39 au Mali, il est passé de 0.38 à 0.43 en Ouganda, c'est-à-dire que, dans ce dernier pays, la population relativement aisée a bénéficié de manière disproportionnée de la croissance.

D'après Fosu (2010), ce sont les inégalités et leur évolution qui expliquent en grande partie les écarts constatés entre les pays dans l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance. Un creusement des inégalités réduit la proportion dans laquelle un niveau donné de croissance fera reculer la pauvreté. Il conduit généralement à une aggravation de la pauvreté (pour un niveau donné de croissance). D'après cette théorie, si le taux de croissance et le niveau des inégalités étaient restés inchangés en Ouganda, la pauvreté aurait diminué de 10 points de pourcentage de plus. Si l'Ouganda avait pu faire reculer les inégalités à un niveau comparable à celui obtenu par le Mali, la pauvreté y aurait diminué de 32 % en 2005, soit 20 points de pourcentage de moins que la baisse effectivement observée.

Source : Fosu (2010).

On appelle « inégalité mondiale » l'inégalité de la distribution des niveaux de vie, quel que soit le pays considéré. Entre les deux tiers et les trois quarts de l'inégalité mondiale sont imputables à des inégalités entre les pays[8], ce qui correspond aux écarts de revenu moyens entre les pays, dont rend grossièrement compte le PIB par habitant. Comme le montre le chapitre 1, l'amélioration de la croissance des économies en développement a permis de mettre fin à une période prolongée de creusement des inégalités entre les pays.

Dans le même temps, les inégalités de revenu et de consommation n'ont pas cessé d'augmenter à l'intérieur de nombreux pays depuis 1990. Est-ce le prix de la réussite ? Dans un rapport récent, l'OIT (2008) constate que, sur la période 1990-2005, les inégalités de revenu se sont accrues dans plus des deux tiers des 85 pays composant l'échantillon retenu. D'après les études qui utilisent des données plus récentes, cette tendance s'est poursuivie[9]. Cette aggravation des inégalités est inquiétante, car elle risque de réduire l'impact positif de la croissance sur la pauvreté, voire de compromettre la pérennité de la croissance.

La croissance a-t-elle contribué au creusement des inégalités à l'intérieur des pays ?

L'évolution globale des inégalités à l'intérieur des pays dépend fortement de l'accroissement des inégalités dans la population des géants asiatiques, étant donné leur poids dans la population mondiale. Le graphique 4.3 illustre deux tendances opposées : le creusement des inégalités dans deux pays convergents, la Chine et l'Inde, et le recul des inégalités dans deux pays à la traîne, l'Afrique du Sud et le Brésil. Même si les inégalités ont augmenté dans les deux pays convergents, elles étaient initialement moins fortes que dans les deux pays à la traîne. À l'inverse, ces derniers ont vu décroître les inégalités mais ces inégalités étaient au départ considérables.

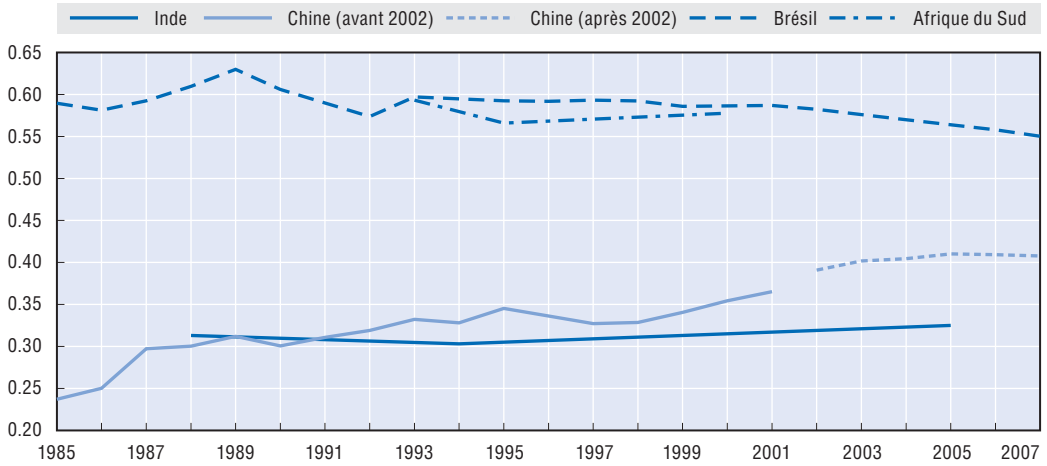
Parmi ces quatre pays, c'est en Chine que le changement est le plus frappant, avec un accroissement spectaculaire des inégalités entre 1990 et 2005 (graphique 4.3). Sur cette période, le coefficient de Gini y est passé de 0.30 à plus de 0.40. Le niveau des inégalités en Chine, qui était proche de la moyenne OCDE (0.31), a ainsi atteint celui observé dans les pays de l'OCDE où les inégalités sont les plus criantes (OCDE, 2008a)[10]. Il semble néanmoins que les inégalités de revenu aient cessé de se creuser en Chine depuis 2005. En fait, si l'on recourt à des indicateurs des inégalités qui pondèrent davantage les revenus inférieurs, les inégalités ont diminué depuis 2005, surtout dans les zones rurales[11].

La Chine n'a pas été le seul pays où les inégalités se sont nettement creusées. Ainsi, Székely (2003) constate, sur des données d'enquête comparables, que les inégalités n'ont pas significativement reculé dans les pays d'Amérique latine durant les années 1990 et qu'elles ont même fortement augmenté en Argentine, en Bolivie, au Nicaragua et au Salvador. Les inégalités se sont également accrues dans les pays en transition qui étaient des économies à planification centralisée. Dans l'ensemble, les inégalités ont augmenté dans la majorité des pays émergents et en développement au cours des années 1990 (tableau 4.4)[12].

Depuis 2000, les inégalités augmentent dans un certain nombre de pays mais, pour la plupart, cette tendance s'est atténuée et les inégalités sont restées constantes ou n'ont varié que légèrement. Un nombre substantiel de pays (plus de la moitié de ceux pour lesquels on dispose de données relatives à la distribution) ont connu un modeste recul des inégalités. Il s'agit notamment de plusieurs pays d'Amérique latine pour lesquels les écarts de revenu dans les années 2000 ne peuvent pas s'expliquer uniquement par des améliorations de l'environnement extérieur (Cornia, 2009).

Graphique 4.3. **Les inégalités dans un échantillon de pays, 1985-2007**

Coefficient de Gini



Note : Coefficients de Gini pour le revenu (Brésil) ou pour les dépenses par habitant (Inde, Chine et Afrique du Sud).

Source : D'après Topalova (2008) pour l'Inde, OCDE (2010) pour la Chine et Banque mondiale (2009a) pour le Brésil et l'Afrique du Sud.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932322898

Tableau 4.4. **Évolution du coefficient de Gini dans les années 1990 et 2000**

Variation des inégalités	Nombre de pays	
	Du début à la fin des années 1990	Depuis le début des années 2000
Forte baisse	11	6
Baisse modérée	11	18
Pas de changement significatif	19	16
Hausse modérée	25	13
Forte hausse	7	9
Nombre de pays pour lesquels des données sont disponibles	73	62

Note : Seuls sont pris en compte les pays pour lesquels on dispose de données correspondant au début et à la fin d'une période, pour un même indicateur du niveau de vie (la consommation ou le revenu). Pour certains pays, les données relatives aux inégalités ne concernent que les zones urbaines ou que les zones rurales. Pour un pays donné, les périodes évaluées au cours des deux décennies considérées dépendent de la disponibilité des données. « Forte » (baisse ou hausse) qualifie des changements supérieurs à 1 point de pourcentage par an dans l'une ou l'autre direction, « Modérée » des changements représentant entre 0.2 et 1 point de pourcentage par an, « Pas de changement significatif » des variations inférieures à 0.2 point de pourcentage par an.

Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2009a).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932323335

Basculement de la richesse, marchés du travail et inégalités

L'accélération de la mondialisation a entraîné de profondes transformations sur le marché mondial du travail (chapitres 1 et 2). Ces transformations sont-elles liées au creusement des inégalités dans les années 1990 et 2000? La plupart des analyses se concentrent sur les inégalités dans les pays avancés, et en particulier aux États-Unis, même si certains observateurs soulignent que les mécanismes et les conséquences diffèrent dans les pays en développement (voir notamment Kohl, 2003). Il existe deux théories centrales.

La première a trait à la concurrence internationale entre travailleurs non qualifiés, qui passe par le commerce des marchandises. Si, à l'échelle mondiale, la libéralisation des échanges égalisait les salaires relatifs des travailleurs non qualifiés, ces salaires devraient

augmenter dans les pays peu avancés et diminuer dans les pays riches[13]. Dès 1995, Freeman (1995) se demandait si, aux États-Unis, les salaires des travailleurs peu qualifiés étaient fixés à Beijing, étant donné que les importations chinoises concurrençaient de plus en plus les produits américains. Cependant, malgré la montée des inégalités dans les pays développés (OCDE, 2008a), les écarts de salaires se sont en fait creusés sur cette période dans un certain nombre d'économies émergentes et en développement (Kohl, 2003).

La seconde théorie concerne le phénomène du biais technologique en faveur des travailleurs qualifiés (*skill-biased technological change*) (voir notamment Krugman, 2000). D'après cette théorie, le changement technologique, et surtout la révolution des technologies de l'information, dynamise la demande de main-d'œuvre qualifiée aux dépens de la main-d'œuvre sans qualifications, dont le salaire baisse[14].

Quel que soit l'intérêt de ces deux théories dans le cas des pays avancés[15], la pertinence de chacune variera fortement d'un pays en développement à l'autre. Elle sera fonction de la structure économique et du niveau de développement. Par exemple, la concurrence internationale entre travailleurs non qualifiés importera davantage là où ces travailleurs sont mieux rémunérés que dans d'autres pays en développement ou émergents, en raison des conditions sur le marché local. Il faut également noter que cette relation n'est pas statique : le point à partir duquel la concurrence mondiale exerce une influence dépend de la future modernisation de l'industrie, surtout en Chine, et de l'importance des qualifications dans les échanges[16]. Une analyse empirique des liens entre mondialisation et inégalités révèle que, depuis 1990, la mondialisation des échanges et la croissance des exportations tendent à faire diminuer les inégalités dans la plupart des pays, alors que la mondialisation financière et le progrès technique ont tous deux l'effet inverse (FMI, 2007).

De plus, des facteurs locaux influent sur la relation entre croissance et inégalités. La dualité des marchés du travail, surtout chez les géants asiatiques, en constitue un bon exemple. En Inde comme en Chine, on observe de profondes inégalités de revenu entre zones rurales et urbaines. Des modèles d'économie duale inspirés de Lewis (1954) ont été utilisés pour représenter le marché du travail en Chine (notamment Cai *et al.*, 2009). Kuznets (1955) avance que les inégalités augmentent à mesure qu'un pays se développe et, lorsqu'un certain revenu moyen est atteint, elles commencent à décroître. Il se peut que le processus qui sous-tend l'accroissement des inégalités dans l'hypothèse de Kuznets soit à l'œuvre dans les grands pays convergents. Quand la transformation structurelle conduit les travailleurs à quitter l'arrière-pays agricole, où les inégalités et la productivité sont plus faibles, pour rejoindre le secteur manufacturier urbain, les inégalités globales se creusent tout d'abord avec le développement, puis finissent par diminuer[17]. On ne sait pas encore quelle sera l'ampleur de ce phénomène dans les grands pays convergents.

De nouveaux défis à relever pour que les pauvres bénéficient de la croissance

Compte tenu des conditions initiales, la politique publique peut largement influencer les effets de la croissance sur les ménages pauvres. Même lorsque la croissance reste modérée, les pays qui disposent de capacités financières et administratives adéquates sont à même de réduire la pauvreté grâce à des mécanismes de redistribution. L'action publique est également importante en tant qu'instrument de lutte contre les formes non monétaires du dénuement, *via* la mise à disposition de biens collectifs essentiels : soins de santé, éducation, eau, assainissement et autres services. Les stratégies qui ciblent directement

les inégalités peuvent, elles aussi, permettre un recul supplémentaire de la pauvreté. Dans le même temps, les pays qui ont réussi à faire diminuer la pauvreté absolue doivent relever un nouveau défi, celui de l'inclusion sociale.

Cette section cherche tout d'abord brièvement à déterminer comment instaurer une croissance pro-pauvres en se concentrant sur les secteurs tels que l'agriculture, dans lesquels la croissance bénéficie le plus aux populations pauvres. Elle montre ensuite que les pays convergents doivent prêter attention non seulement à la pauvreté absolue, mais également au dénuement relatif.

Faire en sorte que la croissance soit pro-pauvres

La croissance pro-pauvres permet, selon un rythme et des modalités propres, « d'améliorer l'aptitude des femmes et des hommes pauvres à participer à l'activité économique et à en bénéficier » (OCDE, 2006). Nombre des déterminants d'une croissance qui soit effectivement pro-pauvres et qui bénéficie bien davantage aux pauvres dépendent fortement du contexte national – tout comme les déterminants de la croissance elle-même. Néanmoins, un abondant corpus d'études pays permet de dégager plusieurs caractéristiques générales[18].

Pour définir les principaux mécanismes de la croissance pro-pauvres, on peut partir du principe selon lequel la croissance doit se produire dans les régions et les secteurs où se trouvent les pauvres (ou y ont accès) et où ceux-ci utilisent les facteurs de production qu'ils possèdent (Klasen, 2007). Dans la plupart des pays, cela passe par la croissance dans le secteur agricole et dans les zones rurales, ainsi que par une croissance à forte intensité de main-d'œuvre. Mais tout dépend des facteurs et des compétences disponibles, de leur répartition ainsi que de l'environnement externe.

L'importance de la composition sectorielle de la croissance est un thème récurrent dans les travaux consacrés à la croissance pro-pauvres. Des études de pays très diverses, portant notamment sur la Chine, le Ghana, l'Ouganda et le Viêtnam[19], concluent que la croissance de l'agriculture est davantage bénéfique aux pauvres que la croissance d'autres secteurs. Les analyses internationales et les examens de la politique publique le confirment (OCDE, 2006). Cette importance de l'agriculture peut s'expliquer par trois spécificités de ce secteur. Premièrement, même s'il contribue de moins en moins à la création de valeur ajoutée dans la plupart des pays, un grand nombre de personnes continuent d'en dépendre pour leur subsistance. C'est ainsi le cas de 67 % de la population active en Afrique subsaharienne et d'environ 60 % en Inde. Deuxièmement, pour se développer, l'agriculture utilise directement la force de travail et les terres des pauvres. Troisièmement, sa croissance est liée à la croissance non agricole, *via* différents processus, dont la stabilisation des prix des produits alimentaires et la libération de ressources humaines pour les activités non agricoles. En ce qui concerne la réussite des efforts déployés par la Chine pour lutter contre la pauvreté, on s'aperçoit que c'est à compter de 1980, durant la période des réformes rurales et agricoles couplées à la création de marchés qui ont permis d'écouler la production dépassant les quotas fixés par les autorités, que la pauvreté a reculé le plus rapidement (Ravallion et Chen, 2007).

Cependant, malgré son importance, l'agriculture ne doit pas être l'unique moteur de la réduction de la pauvreté. On a ainsi pu observer que la croissance des services était associée à une plus forte élasticité de la réduction de la pauvreté en Inde (Ravallion et Datt, 1996) et au Brésil (Ferreira *et al.*, 2010). Plus généralement, la compréhension des facteurs

pouvant permettre aux ménages pauvres de tirer profit d'emplois non agricoles et d'autres opportunités en milieu rural est essentielle à la mise en place d'une croissance pro-pauvres.

À son tour, la capacité des pauvres à exploiter des opportunités nouvelles dépend, de manière cruciale, de leurs qualifications et de leurs possibilités d'accès à des biens complémentaires. Les personnes les plus instruites sont aussi les mieux placées pour occuper les meilleurs emplois non agricoles; la distribution inégale des niveaux d'instruction pèse non seulement sur la croissance moyenne en limitant le capital humain, mais réduit aussi les effets à venir de la croissance sur la réduction de la pauvreté. En Ouganda, l'accès des pauvres à l'enseignement secondaire a diminué tout au long des années 1990 et au début des années 2000, alors qu'il a augmenté pour les enfants des familles correspondant au quintile supérieur des revenus – d'où un creusement global des inégalités et une réduction faible de la pauvreté malgré un environnement externe favorable (Besley et Cord, 2007).

La politique publique peut contrer les inégalités. Une analyse régionale confirme que les mesures qui font reculer les inégalités peuvent être très bénéfiques en termes de réduction de la pauvreté. Un examen des liens entre pauvreté et croissance du revenu en Amérique latine sur la dernière décennie montre que, même si la croissance du revenu par habitant représente 83 % de la réduction de la pauvreté dans cette région, la variation résiduelle est significativement liée à des réductions des inégalités (OCDE, 2009)[20].

De plus, la politique publique favorise, dans une large mesure, le recul simultané de la pauvreté et des inégalités. Ainsi en Argentine, durant la sortie de la crise économique de 2001/02, la pauvreté, qui touchait près de 10 % de la population, est tombée à moins de 3 % en quatre ans et les inégalités mesurées par le coefficient de Gini ont été ramenées de 0.52 à 0.48[21]. Seulement un cinquième environ de cette réduction de la pauvreté s'explique par les niveaux de croissance. Plusieurs mécanismes redistributifs ont été mis en place, notamment des transferts monétaires, des programmes de création d'emplois, ainsi que des subventions explicites et implicites (contrôle des prix). Il semble qu'ils aient réduit les inégalités, même s'ils risquent de ne pas être maintenus en raison de la crise (OCDE, 2009).

Ce constat est important pour l'orientation future de la politique publique. D'après la Commission sur la croissance et le développement (2008), la croissance est la principale voie menant à la réduction de la pauvreté dans les pays très pauvres. Cependant, à mesure qu'un pays se développe, la redistribution y devient de plus en plus essentielle pour préserver la dynamique de réduction de la pauvreté.

De la pauvreté absolue au dénuement relatif

Plus le revenu moyen augmente et plus la pauvreté absolue recule, plus le nombre de personnes dont l'existence est menacée par le manque de ressources diminue. Mais, même dans ce cas, la population pauvre doit surmonter des obstacles considérables pour tirer parti des bienfaits sociaux de la croissance économique. Pour ceux situés tout en bas de l'échelle des revenus, les écarts de niveau de vie ne constituent qu'une nouvelle forme de dénuement, qui pose des problèmes spécifiques au milieu de la prospérité nouvelle.

Cependant, les comparaisons internationales de la pauvreté ont longtemps opéré une distinction entre pays riches et pays en développement. Cette distinction apparaît de plus en en plus contestable dans le nouveau contexte économique mondial, où un certain nombre d'économies en développement parviennent à réduire la pauvreté absolue et,

in fine, à l'éradiquer. Quand la pauvreté est mesurée par le dénuement relatif et non en tant que menace pour la survie, le développement social nécessite une grande détermination politique, afin de favoriser l'inclusion sociale.

Dans de nombreux pays riches, la pauvreté est définie par des revenus inacceptablement faibles d'après les critères de ces sociétés même si, pour d'autres sociétés, ces revenus sont élevés et loin d'être à un niveau qui menace la survie. Les pays riches (à savoir la plupart des membres de l'OCDE) se concentrent donc sur des seuils de pauvreté relative et définissent la pauvreté en termes de consommation ou de revenu en deçà d'une proportion donnée de la moyenne ou de la médiane (voir notamment OCDE, 2008a). Les seuils de pauvreté relative rendent compte des changements dans les besoins sociaux et des coûts qui y sont associés dans les différents pays et au cours du temps, puisque leur évolution suit celle de la société. Le fameux seuil de pauvreté d'un dollar par jour fixé par la Banque mondiale définit une référence absolue qui repose sur un niveau uniforme minimum de consommation journalière, ou de revenu journalier, nécessaire à la subsistance d'un individu (la référence internationale actuelle est de 1.25 dollar en PPA par jour). C'est généralement avec cet indicateur absolu que l'on mesure la réduction globale de la pauvreté dans les pays en développement. Lorsque la pauvreté absolue est forte et que les dépenses par habitant sont groupées autour du seuil de pauvreté absolue (c'est-à-dire que la plupart des individus sont proches du niveau de subsistance), ces deux indicateurs apportent des informations analogues. Ils auront tendance à diverger si les revenus augmentent pour des sous-ensembles de population suffisamment larges.

Étant donné le recul de la pauvreté absolue sur les deux dernières décennies, les deux indicateurs de la pauvreté ont effectivement divergé dans plusieurs pays, tout particulièrement entre les pays convergents dans le monde à quatre vitesses. Il est de plus en plus intéressant de considérer la pauvreté dans ces pays sous l'angle relatif, afin de compléter les informations qui se dégagent des indicateurs de la pauvreté absolue. De même que, dans une large mesure, le basculement de la richesse conduit à s'inquiéter des inégalités dans les pays en forte croissance, les réductions notables des niveaux de pauvreté absolue amènent à s'interroger sur l'évolution de la pauvreté relative.

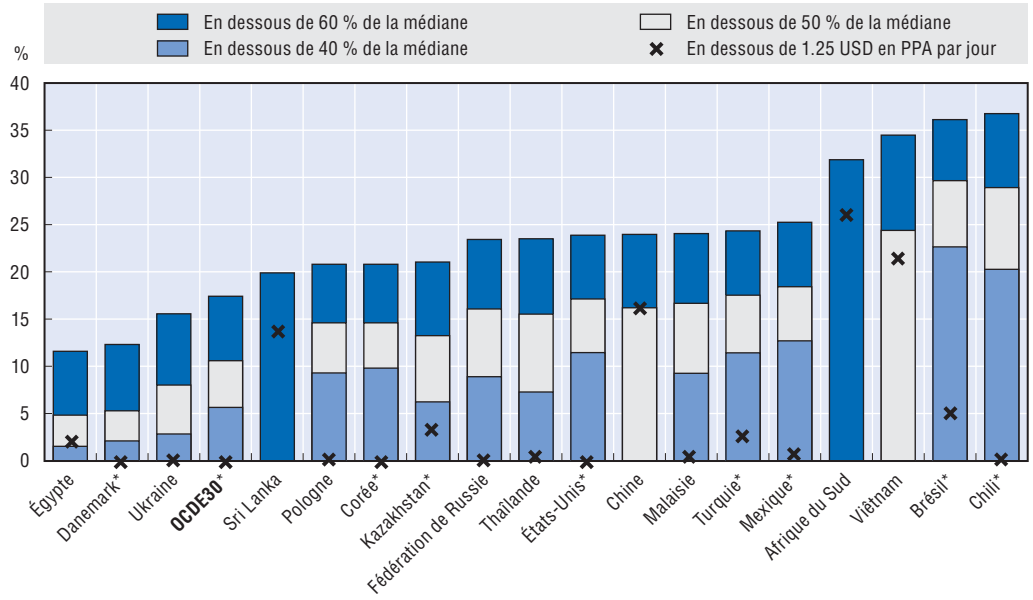
À l'heure où ces pays abandonnent une politique destinée à assurer la survie de leur population et se tournent vers une politique d'inclusion sociale, il est de plus en plus utile de comparer leurs taux de pauvreté relative à ceux de la zone OCDE. Ces comparaisons sont d'autant plus intéressantes que ces taux diffèrent largement entre membres de l'OCDE (OCDE, 2008a). Le graphique 4.4 présente les niveaux de pauvreté relative dans un échantillon de pays émergents et en développement qui ont réussi à réduire significativement la pauvreté absolue pour les comparer, au moyen des mêmes indicateurs, à ceux de plusieurs pays de l'OCDE.

Afin de faciliter la comparaison, et étant donné qu'il n'existe pas de seuil de pauvreté relative commun, les données correspondant à trois différents seuils de pauvreté relative sont présentées ici. Ces seuils correspondent à 40, 50 et 60 % du revenu médian dans chaque pays. Certes, dans quelques-uns des pays en développement inclus dans la série de données, la pauvreté absolue reste importante, même si elle a récemment diminué; et en ce qui concerne la pauvreté relative, les chiffres ne sont pas communiqués s'ils sont inférieurs au seuil international de pauvreté absolue (et donc inférieurs aux niveaux de subsistance).

Le Brésil, le Viêtnam, l'Afrique du Sud, la Malaisie et la Chine ont réussi à réduire leur taux de pauvreté absolue, mais la pauvreté relative y reste bien plus élevée que la moyenne

Graphique 4.4. **Taux de pauvreté relative dans un échantillon de pays membres et non membres de l'OCDE**

Part de la population, au milieu des années 2000



Note : Une croix (**x**) indique l'utilisation de données portant sur le revenu et non sur la consommation. Les chiffres de la pauvreté relative ne sont pas ici pris en compte dans les cas où le seuil de pauvreté pertinent serait inférieur au seuil de pauvreté absolue fixé à 1.25 USD en PPA par jour (dollars internationaux de 2005). Le seuil est de 50 % pour le Sri Lanka et l'Afrique du Sud et de 40 % pour l'Afrique du Sud, la Chine, le Sri Lanka et le Viêtnam[22].

Source : D'après OCDE (2008b) et Banque mondiale (2009a).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932322917

OCDE. Ces pays doivent s'atteler à une tâche difficile, qui consiste à promouvoir l'inclusion sociale. Il est toutefois significatif de constater que leur développement économique est à un stade tel que la redistribution y devient un instrument viable de la politique publique. L'accroissement de la richesse signifie également que ces pays peuvent de plus en plus répondre directement aux besoins sociaux de leur population. Dans ce cas, leurs politiques et leurs objectifs sociaux doivent évoluer en conséquence et refléter la capacité nouvelle de l'économie à engendrer une plus grande cohésion sociale.

Conclusion

La croissance rapide enregistrée depuis 2000 (du moins jusqu'à la crise) et le basculement de la richesse dont elle s'accompagne ont des conséquences importantes pour la réduction de la pauvreté et le développement social. On peut décrire la croissance comme une marée montante, qui a certes porté de nombreux navires, mais pas tous au même niveau. Une forte croissance est nécessaire pour faire nettement reculer la pauvreté et le dénuement dans les pays pauvres et pour réduire la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire. Cependant, la contribution effective de la croissance à la baisse de la pauvreté diffère considérablement d'un pays à l'autre.

De surcroît, le basculement de la richesse qui résulte de la vigoureuse croissance de la Chine et d'autres pays en développement aggrave les inégalités, ce qui est préoccupant étant donné l'impact direct que cela peut avoir sur la cohésion sociale. Le creusement des inégalités réduit aussi l'impact de la croissance à venir sur la pauvreté. Les inégalités n'ont toutefois pas une cause unique et de nombreux facteurs sont propres à chaque pays.

L'augmentation des niveaux d'inégalités pourrait *in fine* saper la pérennité de la croissance et, par là-même, compromettre la durabilité du basculement de la richesse[23]. Les autorités doivent prêter attention à l'évolution des inégalités de revenu, à la fois pour elle-même et parce qu'elle influe sur les effets de la croissance en termes de réduction de la pauvreté. La politique sociale peut aujourd'hui limiter les inégalités de revenu mais, à plus long terme, la stabilisation macroéconomique et l'éducation peuvent créer des conditions égales pour tous et permettre aux populations pauvres d'exploiter de futures opportunités.

Les décideurs peuvent faire la différence en cherchant à mettre en place des mesures pro-pauvres, ce qui passe par une politique économique appropriée (axée sur la croissance dans les secteurs et les régions où les pauvres sont concentrés), ainsi que par une politique sociale adéquate. Pour que le développement social suive le rythme de la croissance de la production, des actions délibérées et déterminées sont nécessaires si l'on veut instaurer une croissance pro-pauvres et une politique sociale qui protège et encourage la productivité et le potentiel des individus à dégager un revenu. En améliorant substantiellement les revenus dans les pays densément peuplés et en favorisant la convergence des pays en développement, le basculement de la richesse a fait spectaculairement augmenter la population des pays à revenu intermédiaire. Ceux-ci ont désormais les moyens requis pour mettre en place une politique sociale propice au développement humain et à la cohésion sociale.

Notes

1. Il s'agit de la pauvreté absolue mesurée par le seuil international de pauvreté fixé à 1.25 USD en PPA par jour.
2. D'après la droite de régression représentée sur le graphique 4.2, l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance est de –1.12. Compte tenu du fait que ce calcul repose sur le PIB par habitant et non sur les dépenses de consommation médianes par habitant, il actualise les constats antérieurs (Ravallion, 2001) avec des résultats d'ampleur similaire.
3. La croissance du PIB par habitant explique un peu moins de 10 % de la variation de la réduction de la pauvreté entre les pays et les périodes. Cela tient, notamment, à la prise en compte de périodes courtes. La section suivante inclut des séries de données plus longues.
4. Afin de permettre la comparaison sur des périodes identiques de dix ans malgré la relative rareté des données portant sur la pauvreté, la période considérée va de 1995 à 2005. Cette période ne correspond pas parfaitement à celle utilisée au chapitre 1 pour la description du monde à quatre vitesses, mais les pays sont néanmoins représentés en fonction de leur place, durant les années 1990 et 2000, dans cette classification.
5. L'élasticité moyenne pour tous les pays du tableau 4.1 est de –0.76 et de –0.71 si l'on exclut les valeurs atypiques.
6. Grosse *et al.* (2008) relèvent des éléments qui montrent une croissance du revenu bénéficiant légèrement aux pauvres en termes relatifs (le taux de croissance du revenu a été supérieur pour les percentiles pauvres), mais pas en termes absolus (pour cela, il aurait fallu que les augmentations du revenu moyen soient positives et plus substantielles pour les percentiles pauvres que pour les percentiles riches). Les personnes souffrant de pauvreté non monétaire, qui affichaient les scores sanitaires, éducatifs et nutritionnels les plus faibles en 1989, ont vu s'améliorer davantage ces indicateurs en termes relatifs. En revanche, la situation sociale des personnes souffrant de pauvreté monétaire ne s'est pas améliorée aussi rapidement.
7. D'après les études agrégées, le développement humain et la croissance économique se renforcent mutuellement (voir notamment Ranis et Stewart, 2007). C'est un constat qui rejoint en grande partie la théorie de la croissance endogène. Voir Jolly et Mehrotra (2000), ainsi que Stewart et Cornia (1995).
8. Voir Anand et Segal (2008) et les travaux de Sala-i-Martín (2006) et de Milanovic (2002). Milanovic attribue 88 % de l'inégalité mondiale aux inégalités entre les pays.

9. Voir également Pinkovskiy et Sala-i-Martín (2009). Étant donné que les données primaires qui servent à analyser la distribution sont collectées relativement peu souvent, les études supplémentaires reposent sur des hypothèses fortes en ce qui concerne l'évolution des inégalités dans un certain nombre de pays.

10. En Chine, ce creusement des inégalités est lié à l'amélioration du revenu des personnes déjà aisées par rapport aux revenus moyens dans ce pays. Puisque le revenu de davantage de Chinois se rapproche ainsi du revenu modal mondial, les deux effets se contrebalancent, dans une certaine mesure, dans les calculs de l'inégalité mondiale. C'est pourquoi l'évolution de la distribution mondiale des revenus continue à susciter un vif débat. Voir Anand et Segal (2008) ainsi que Pinkovskiy et Sala-i-Martín (2009) pour des analyses récentes.

11. L'OCDE (2010) décrit l'évolution de l'indice Atkinson des inégalités en Chine sur la période 1985-2007.

12. Il convient de noter qu'il existe de substantiels écarts de performances entre les pays selon que la mesure porte sur les inégalités de revenu ou sur les inégalités des dépenses. De plus, la disponibilité de données récentes relatives à la distribution présente un léger biais en faveur des pays à revenu intermédiaire, ce qui signifie que les tendances récentes doivent être considérées comme purement indicatives.

13. D'après la théorie standard des échanges, qui repose sur le théorème de Stolper-Samuelson et sur sa prévision d'une égalisation des prix des facteurs, la libéralisation du commerce devrait conduire à l'égalisation mondiale des salaires relatifs des travailleurs non qualifiés. Autrement dit, les différentiels de salaires entre travailleurs non qualifiés et travailleurs qualifiés devraient se réduire dans les pays moins avancés (les salaires des travailleurs non qualifiés augmentent, toutes choses égales par ailleurs) tandis que les inégalités de salaires devraient s'accentuer dans les pays développés (les salaires des travailleurs non qualifiés diminuent).

14. Étant donné que, dans la première théorie, les échanges et les IDE sont eux-mêmes des vecteurs de diffusion de la technologie, les deux théories présentées ici sont difficilement dissociables sur le plan empirique.

15. Certains travaux contestent le degré de correspondance entre l'une ou l'autre de ces théories et les données disponibles (Card et DiNardo, 2002; Goos et Manning, 2007).

16. Voir le chapitre 5 pour une analyse plus approfondie de ces deux éléments.

17. Voir McKinley (2009) pour un examen récent de l'hypothèse de Kuznets dans le contexte du débat sur la croissance pro-pauvres.

18. Voir notamment Besley et Cord (2007), ainsi que OCDE (2006).

19. Pour la Chine, voir Ravallion et Chen (2007); pour le Ghana, l'Ouganda et le Viet Nam, voir Besley et Cord (2007).

20. Si l'on tient compte de la croissance moyenne du revenu, la simple corrélation entre réduction de la pauvreté et reculs des inégalités avoisine 0.5.

21. Le coefficient de Gini est compris entre zéro et un. Zéro correspond à l'égalité parfaite (tous les individus ont le même revenu/la même consommation) et un à l'inégalité parfaite (le revenu est concentré entre les mains d'un seul individu). Comme le montrent le graphique 4.3 et le tableau 4.4, une variation des inégalités d'au moins un point de pourcentage par an constitue un événement majeur et rare.

22. Lorsque l'on combine les statistiques relatives à la pauvreté absolue et celles concernant la pauvreté relative, l'un des problèmes cruciaux qui se pose est de savoir comment interpréter la pauvreté relative lorsqu'elle tombe en deçà de la pauvreté absolue (de sorte que les individus qui souffrent de pauvreté absolue ne sont pas forcément considérés comme pauvres en termes relatifs). Étant donné que le seuil de pauvreté international de 1.25 dollar en PPA par jour équivaudra aux minima de subsistance physique dans un certain nombre de pays émergents, nous avons décidé de ne pas rapporter les chiffres de la pauvreté relative quand ils sont inférieurs à ce seuil. Cette approche correspond aux récentes avancées de la mesure de la pauvreté (Ravallion et Chen, 2009).

23. Même si les faits sont contestés (Jomo, 2006), une abondante littérature montre qu'un faible niveau d'inégalités a eu des effets positifs sur la croissance en Asie de l'Est (Banque mondiale, 1993). D'après cette littérature, on peut penser qu'une croissance économique soutenue est difficilement durable dans un contexte de fortes inégalités. De plus, Amsden (2001) avance que les pays dans lesquels les inégalités de revenu sont substantielles ont beaucoup moins bien réussi à promouvoir leur industrie nationale, en raison des difficultés à mobiliser un soutien public en faveur des « champions nationaux ».

Références

AMSDEN, A.H. (2001), *The Rise of the « Rest » – Challenges to the West from Late-industrialising Economies*, Oxford University Press, New York, NY.

ANAND, S. et P. SEGAL (2008), « What Do We Know about Global Income Inequality? », *Journal of Economic Literature*, vol. 46, n° 1, pp. 57-94.

BANQUE MONDIALE (1993), *The East Asian Miracle – Economic Growth and Public Policy*, Oxford University Press, New York, NY.

BANQUE MONDIALE (2009a), *PovcalNet Database*, base de données consultée le 17 novembre 2009 et le 17 février 2010, disponible sur : *http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povcalSvy.html*.

BANQUE MONDIALE (2009b), *World Development Indicators Database* (CD-ROM).

BESLEY, T. et L.J. CORD (éd.) (2007), *Delivering on the Promise of Pro-Poor Growth*, Banque mondiale et Palgrave Macmillan, Washington DC.

BOURGUIGNON, F., A. BENASSY-QUERE, S. DERCON, A. ESTACHE, J.W. GUNNING, R. KANBUR, S. KLASEN, S. MAXWELL, P. PLATTEAU et A. SPADARO (2008), « Millennium Development Goals at Midpoint: Where Do We Stand? », document de référence pour le Rapport de l'Union européenne sur le développement, disponible sur : *http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/mdg_paper_final_20080916_en.pdf*

CAI, F., Y. DU et M. WANG (2009), « Employment and Inequality Outcomes in China », article rédigé pour le séminaire de l'OCDE, « Emploi et inégalité, quelles conséquences? » organisé par la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE et le Centre de Développement de l'OCDE, OCDE, Paris, 8 avril.

CARD, D. et J. DINARDO (2002), « Skill Biased Technological Change and Rising Wage Inequalities: Some Problems and Puzzles », *NBER Working Papers*, n° 8779, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

CHEN, S. et M. RAVALLION (2008), « The Developing World Is Poorer Than We Thought, But n° Less Successful in the Fight against Poverty », *Policy Research Working Papers*, n° 4703, Banque mondiale, Washington DC.

COMMISSION SUR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT (2008), *The Growth Report – Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development,* Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale pour le compte de la Commision sur la croissance et le développement, Washington DC.

CORNIA, G.A. (2009), « Income Distribution under Latin Americas New Left Regimes », *Working Paper n° 16/2009*, Università degli Studi di Firenze, Florence.

DOLLAR, D. et A. KRAAY (2002), « Growth Is Good for the Poor », *Journal of Economic Growth*, vol. 7, n° 3, pp. 195-225.

FERREIRA, F.H.G., P.L. LEITE et M. RAVALLION (2010), « Poverty Reduction Without Economic Growth? Explaining Brazils Poverty Dynamics, 1985-2004 », *Journal of Development Economics*, vol. 93, n° 1, pp. 20-36.

FMI (2007), *Perspectives de l'économie mondiale : Mondialisation et inégalité*, chapitre 4, Fonds monétaire international, Washington DC, octobre.

FOSU, A. (2010), « Growth, Inequality, and Poverty Reduction under the Regime of Shifting Wealth », *document de référence pour les Perspectives du développement mondial*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

FREEMAN, R.-B. (1995), « Are Your Wages Set in Beijing? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, n° 3, pp. 15-32.

GOOS, M. et A. MANNING (2007), « Lousy and Lovely Jobs: The Rising Polarization of Work in Britain », *Review of Economics and Statistics*, vol. 89, n° 1, pp. 118-133.

GROSSE, M., K. HARTTGEN et S. KLASEN (2008), « Measuring Pro-Poor Growth in Non-Income Dimensions », *World Development*, vol. 36, n° 6, pp. 1021-1047.

JOLLY, R. et S. MEHROTRA (2000), *Development with a Human Face, Experiences in Social Achievement and Economic Growth*, Oxford University Press, Oxford.

JOMO, K.-S. (2006), « Growth with Equity in East Asia », *DESA Working Paper,* n° 33, septembre, Organisation des Nations Unies, New York, NY.

KLASEN, S. (2007), « Determinants of Pro-Poor Growth », *2020 Vision Briefs BB09 Special Edition*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC.

KOHL, R. (éd.) (2003), *Mondialisation, pauvreté et inégalité*, Séminaires du Centre de développement de l'OCDE, Paris.

KRUGMAN, P.R. (2000), « Technology, Trade and Factor Prices », *Journal of International Economics*, vol. 50, pp. 51-71.

KUZNETS, S. (1955), « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review*, vol. 45, n° 1, pp. 1-28.

LEWIS, A. (1954), « Economic Development with Unlimited Supply of Labour », *The Manchester School*, vol. 22, pp. 139-191.

MCKINLEY, T. (2009), « Revisiting the Dynamics of Growth, Inequality and Poverty Reduction », *CDPR Discussion Paper 25/09*, School of Oriental and African Studies, Londres.

MILANOVIC, B. (2002), « True World Income Distribution, 1988 and 1993: First Calculation Based on Household Surveys Alone », *Economic Journal*, vol. 112, pp. 51-92.

OCDE (2006), *Vers une croissance pro-pauvres : orientations à l'intention des donneurs*, OCDE, Paris.

OCDE (2008a), *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, OCDE*, Paris.

OCDE (2008b), *OECD.Stat Dataset on Income Distribution and Poverty*, base de données consultée le 23 février 2010, disponible sur : *www.oecd.org/els/social/inequality*.

OCDE (2009), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2010*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

OCDE (2010), *Études économiques de l'OCDE : Chine*, OCDE, Paris.

OIT (2008), *Rapport sur le travail dans le monde 2008 : les inégalités de revenu à l'heure de la mondialisation financière*, Institut international d'études sociales, Organisation internationale du travail, Genève.

PINKOVSKIY, M. et X. SALA-i-MARTÍN (2009), « Parametric Estimations of the World Distribution of Income », *NBER Working Papers*, n° 15433, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

RANIS, J. et F. STEWART (2007), « Dynamic Links between the Economy and Human Development », in OCAMPO, J.A., K.S. JOMO et S. KHAN (éds.), *Policy Matters: Economic and Social Policies to Sustain Equitable Development*, Zed Books Ltd., Londres, pp. 32-52.

RAVALLION, M. (2001), « Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages », *World Development*, vol. 29, n° 11, pp. 1803-1815.

RAVALLION, M. (2009), « A Comparative Perspective on Poverty Reduction in Brazil, China and India », *Policy Research Working Papers*, n° 5080, Banque mondiale, Washington DC.

RAVALLION, M. et G. DATT (1996), « How Important To India's Poor is The Sectoral Composition of Economic Growth? », *World Bank Economic Review*, vol. 10, pp. 1-26.

RAVALLION, M. et S. CHEN (2003), « Measuring Pro-poor Growth », *Economic Letters*, vol. 78, n° 1, pp. 93-99.

RAVALLION, M. et S. CHEN (2009), « Weakly Relative Poverty », *Policy Research Working Papers*, n° 4844, Banque mondiale, Washington DC.

RAVALLION, M. et S. CHEN. (2007), « China's (Uneven) Progress Against Poverty », *Journal of Development Economics*, vol. 82, n° 1, pp. 1-42.

SALA-i-MARTÍN, X. (2006), « The World Distribution of Income: Falling Poverty and… Convergence, Period », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 121, n° 2, pp. 351-397.

STEWART, F. et G. CORNIA (1995), « Food Subsidies Two Errors of Targeting », STEWART, F. (éd.), *Adjustment and Poverty*, Routledge, Londres.

SZÉKELY, M. (2003), « The 1990s in Latin America: Another Decade of Persistent Inequality, but with Somewhat Lower Poverty », *Journal of Applied Economics*, vol. VI, n° 2, pp. 317-39.

TOPALOVA, P. (2008), « India: Is the Rising Tide Lifting All Boats? », *IMF Working Papers*, WP/08/54, Fonds monétaire international, Washington DC.

UNICEF (2010), *La situation des enfants dans le monde – Tableaux statistiques*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Genève.

Extrait de :

Perspectives on Global Development 2010

Shifting Wealth

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/9789264084728-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Basculement de la richesse et réduction de la pauvreté », dans *Perspectives on Global Development 2010 : Shifting Wealth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264084742-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

OCDE